

Attractivité fiscale 2025: la Suisse obtient son meilleur classement depuis 2022

Le débat fiscal ouvert par le départ de Renaud de Planta, ex-associé senior de la banque Pictet, en Italie a mis en lumière l'attractivité fiscale d'une nouvelle destination et ouvert un débat sur l'attrait de la place suisse.

L'étude 2025 de Henley&Partners, une société internationale de conseil financier et d'optimisation fiscale, sur la migration des millionnaires, amène quelques éléments intéressants au débat. Ainsi, inconnue au bataillon des dix pays fiscalement les plus attractifs pour les grandes fortunes en 2022, l'Italie y entre en 2024 à la 6^e place, juste devant la Suisse, alors 7^e.

Le pays transalpin semble avoir poursuivi son ascension cette année, puisqu'il décroche cette fois la 3^e place, avec 3600 contribuables pesant 20,7 milliards,

devant la Suisse, 4^e, au classement 2025, avec 3000 arrivées et 16,8 milliards d'apports.

La Suisse [est] 4^e, avec 3000 arrivées et 16,8 milliards d'apports.

On pourra donc à choix relever que le succès de l'Italie marque l'apparition d'un nouveau concurrent ou souligner que la Suisse n'a jamais été aussi bien placée dans cette compétition mondiale bien particulière, en tout cas depuis 2022. Et Genève? L'étude n'en parle pas. On peut penser que le canton est moins attractif que d'autres en

Suisse, mais Genève reste mentionnée comme l'une des villes suisses les plus attractives au monde, derrière Zurich. Aucun autre lieu suisse ne figure dans ce classement.

Séduire les millionnaires

Il est intéressant de suivre les classements sur plusieurs années. Mis à part les habitués du peloton de tête, comme les États-Unis, les Emirats, la Suisse, Singapour, le Portugal, la Grèce, certaines destinations font en effet des montées et des descentes éclair, comme la France, encore 8^e en 2023, mais absente des 20 destinations les plus intéressantes en 2025. Cette volatilité est en elle-même un indicateur économique avancé de la situation d'un pays.

Pourquoi les pays tentent-ils d'attirer des gros contribuables?

Henley&Partners évoque une source de revenus, d'affaires, la hausse des placements boursiers, les créations d'emplois potentielles. Cette année, 142'000 millionnaires dans le monde seraient prêts à changer de pays pour améliorer leur situation.

Mais la question de la fiscalité n'est pas le seul élément de l'équation pris en compte. Parmi les raisons évoquées pour justifier les départs figurent également les questions de sécurité, les opportunités professionnelles, l'éducation, le système de soin, l'environnement, la sécurité juridique, la stabilité politique. Pour les attirer, les pays rivalisent de créativité avec des programmes de visas dorés, voire de naturalisations accélérées, les forfaits fiscaux, etc.

Marc Bretton